

# **COMMUNAUTE PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTE DU PAYS CHATELLERAUDAIS**

## **STATUTS**

### **PREAMBULE :**

La loi de modernisation du système de santé du 21 janvier 2016 a souhaité donner une impulsion supplémentaire à l'organisation des soins pour mieux répondre aux besoins de la population d'un territoire en créant les Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS).

L'instruction du 2 décembre 2016 précise que : « Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) émanent de l'initiative des acteurs de santé, en particulier des professionnels de santé de ville. Ce sont des équipes projets, s'inscrivant dans une approche populationnelle. Le projet ne vise pas seulement à améliorer la réponse patientèle de chaque acteur mais aussi à organiser la réponse à un besoin en santé sur un territoire... Les CPTS rassemblent, selon la nature des projets, des professionnels de santé regroupés, le cas échéant, sous la forme d'une ou plusieurs équipes de soins primaires, de professionnels de santé assurant des soins de premier ou de second recours et d'acteurs sanitaires, médico-sociaux et sociaux qui veulent s'organiser pour mieux travailler ensemble sur un territoire donné... Les projets qu'elles portent répondent aux besoins identifiés pour organiser au mieux les parcours de santé. »

La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. (Préambule à la Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé).

### **Titre 1**

#### **Constitution- Objet- Siège Social- Durée**

##### **Article 1 : Dénomination**

Il est constitué, entre toutes les personnes adhérant aux présents statuts et ceux qui y adhéreront, une association à but non lucratif nommée :

**« Communauté Professionnelle Territoriale de Santé du Pays  
Châtelleraudais  
(CPTS du Pays Châtelleraudais) ».**

Elle est régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et son décret d'application du 16 août 1901.

##### **Article 2 : Objet**

*OR* *Ju*

L'association a pour but de porter la CPTS du territoire du pays Châtelleraudais, dont les objectifs s'inscrivent dans une approche populationnelle et sont :

- L'organisation de réponses à un besoin de santé des habitants du territoire retenu.
- Faciliter la coordination, la continuité, la qualité et l'efficacité des soins curatifs, Préventifs délivrés aux habitants du territoire
- Faciliter l'accès aux soins et à la promotion de la santé
- Faciliter l'organisation de l'offre de soins et de santé du territoire
- Faciliter l'implication des habitants dans les démarches en santé
- *Lutter contre les inégalités sociales de santé.*

Un projet de santé coconstruit et partagé par ses membres décline, en actions, ces objectifs. A cet effet l'association sus nommée crée, organise, administre, et assure le fonctionnement d'une CPTS conformément à la loi pour la modernisation du système de santé Loi 2016-41 article L 143412du code de la santé publique.

### **Article 3 : Siège**

Le siège social est fixé au 5 bis, rue Vilvert 86140 Scorbé-Clairvaux. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du conseil d'Administration.

### **Article 4 : la Durée**

La durée de l'association est illimitée.

## **Titre 2**

### **Composition-Conditions d'entrée et de sortie**

#### **Article 5 : Composition**

##### **Article 5-1 :**

L'association se compose de :

**Membres Fondateurs** ; ce sont les professionnels de santé et les personnes physiques ou morales, acteurs du territoire ayant participé à la fondation de l'association et à l'élaboration de son projet de santé. Ils s'acquittent d'une cotisation annuelle, fonction du collège d'appartenance, dont le montant est fixé chaque année par l'Assemblée Générale Ordinaire.

**Membres Actifs (adhérents)** ; ce sont les professionnels de santé et les personnes physiques ou morales, acteurs du territoire, qui contribuent à l'objet de l'association en apportant leur concours à la réalisation des projets. Ils s'acquittent d'une cotisation annuelle, fonction du collège d'appartenance, dont le montant est fixé chaque année par l'Assemblée Générale Ordinaire.

**Membres d'Honneur** ; ce titre peut être décerné par délibération du conseil d'administration aux personnes physiques ou morales qui rendent ou ont rendu des

services importants à l'association. Ils sont dispensés du paiement de la cotisation. Ils peuvent participer aux réunions du conseil d'administration et aux assemblées générales au sein desquelles ils disposeront d'une voix consultative. Ils ne sont ni électeurs ni éligibles.

Les personnes morales membres de l'association sont représentées par leur représentant légal ou toute personne dûment habilitée. Toute personne physique ou morale ne dispose que d'une voix.

#### **Article 5-2 : Collèges**

Les membres de l'association sont répartis en quatre collèges :

**Le collège des professionnels de santé** et des personnes physiques, qui contribuent à l'objet de l'association, notamment les professionnels de santé libéraux ou salariés, les professionnels du secteur médico-social ou social ;

**Le collège des équipes de soins primaires** représentées en qualité de personnes morales (ESP, MSP, Centres de Santé) par leur gestionnaire ;

**Le collège des structures** du secteur sanitaire, médico-social, ou social, les réseaux de santé, les établissements sanitaires ou médico-sociaux, les bailleurs sociaux ;

**Le collège des représentants** des habitants et leurs représentants du territoire.

#### **Article 6 : Les cotisations**

La cotisation due par les membres de chaque catégorie, sauf pour les membres d'honneur, est fixée tous les ans par décision de l'assemblée générale ordinaire. Son versement s'effectue tous les ans en janvier pour l'année civile en cours.

#### **Article 7 : Conditions d'adhésion**

L'adhésion est ouverte à toute personne physique ou morale de droit privé ou public, exerçants ou établis sur le territoire, sans autres restrictions que celles prévues par la loi et les présents statuts.

L'adhérent s'engage à respecter les présents statuts. Chaque membre de l'association s'engage également à respecter les valeurs et les textes fonctionnels régissant le fonctionnement de la CPTS portée par l'association.

#### **Article 8 : Perte de la qualité de membre**

La qualité de membre de l'association se perd :

- Par décès de la personne physique et pour les personnes morales par dissolution liquidation, disparition ou fusion ;
- Par démission adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au président de l'association ;
- Par exclusion prononcée par le conseil d'administration, pour infraction aux présents statuts, motif grave portant préjudice moral ou matériel à l'association ou pour défaut de contribution

à l'objet de l'association, et après que le membre intéressé ait été préalablement invité par lettre recommandée à fournir des explications écrites au conseil d'administration ;  
- Par radiation pour non-paiement de la cotisation.

### **Titre 3**

#### **Administration et Fonctionnement**

##### **Article 9 : Conseil d'administration**

L'association est administrée par un conseil d'administration représentatif des collèges de ses membres. Il est composé de 16 membres, avec :

- 06 représentants pour le collège des professionnels de santé
- 04 représentants pour le collège des équipes de soins primaires
- 04 représentants pour le collège des structures
- 02 représentants pour le collège des représentants des habitants et du territoire

Un RI précisera les conditions de vote et de majorité (Unanimité, majorité des 2/3, majorité simple) pour décisions votées par le conseil d'administration, notamment pour les conditions d'affectation des sommes perçues par la CPTS.

Les administrateurs sont élus à la majorité simple et par scrutin secret pour trois ans par l'assemblée générale ordinaire (AGO). Le vote par procuration est autorisé dans la limite de deux pouvoirs par membre présent.

Le conseil d'administration est renouvelé tous les trois ans, chaque membre du conseil d'administration est rééligible deux fois.

En cas de vacance d'un poste au conseil d'administration entre deux AGO, ledit conseil pourvoit provisoirement au remplacement du ou de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif lors de la prochaine AGO.

##### **Article 10 : Accès au conseil d'administration**

Est éligible au conseil d'administration tout membre de l'association présent ou dûment représenté lors de l'AGO.

Dans le cas où une personne morale est membre du Conseil d'administration, celle-ci est représentée par son représentant légal.

##### **Article 11 : Réunions du Conseil d'Administration**

Le CA se réunit au moins trois fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par le président ou à la demande d'un tiers de ses membres.

Le président convoque le CA et fixe l'ordre du jour au moins 10 jours avant la tenue du CA. L'ordre du jour figure sur les convocations. Seules les questions à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'un vote. Le quorum pour délibérer valablement est de la moitié des membres du CA ou majorité des suffrages exprimés.



Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Le vote par procuration est autorisé à la hauteur de deux pouvoirs par membre présent. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Pour prononcer une radiation ou une exclusion le quorum des deux tiers des suffrages exprimés est requis.

Les votes se font à main levée mais peuvent être à bulletin secret à la demande du un tiers des présents.

Une feuille des présents est tenue à jour et le procès-verbal est inscrit au registre des délibérations du CA et signé par le secrétaire et le président.

#### **Article 12 : Exclusion du conseil d'administration**

Est considéré comme démissionnaire tout membre du conseil d'administration qui aura manqué trois réunions consécutives sans justification. Il sera remplacé conformément aux dispositions de l'article 9.

#### **Article 13 : Les rétributions**

Les fonctions de membre du CA sont par défaut bénévoles. Les frais et débours occasionnés par l'accomplissement de leur mandat sont remboursés au vu des pièces justificatives.

Un ou plusieurs membres du CA peuvent être rémunérés pour leur fonction de dirigeant de l'association dans le cadre du dispositif prévu par la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finance pour 2002. Les modalités de cette rémunération sont soumises l'approbation annuelle de l'AGO.

Le rapport financier annuel présenté à l'AGO fait mention des rémunérations et remboursements effectués à chacun des membres du CA.

#### **Article 14 : Pouvoirs**

Outre les matières qui lui sont dévolues par les présents statuts le CA dispose d'une compétence générale pour toutes les matières intéressant l'association et qui ne sont pas réservées à l'AGO.

#### **Article 15 : Le Bureau**

##### **Article 15-1 : Composition du bureau**

Le CA élit en son sein un bureau comprenant à minima :

- Un/une président-e ;
- Un/une vice-président-e ;
- Un/une secrétaire et éventuellement un/une adjoint-e ;
- Un/une trésorier-ère et éventuellement un/une adjoint-e.

Les membres du bureau sont issus d'au moins deux collèges différents. Ils sont élus pour trois ans renouvelable deux fois.



Les différentes fonctions au sein du bureau ne sont pas cumulables par une même personne.

#### **Article 15-2 : Le président**

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il peut ester en justice au nom de l'association.

Il ordonne les dépenses relatives au fonctionnement de l'association. Il préside le CA et l'AGO. En cas d'absence le CA désigne un président de séance parmi ses membres.

#### **Article 15-3 : Le vice-président**

Le ou la vice-président-e assiste le président dans ses fonctions.

#### **Article 15-4 : Le secrétaire**

Le secrétaire de l'association tient à jour les écritures relatives au fonctionnement des instances de l'association.

#### **Article 15-5 : Le trésorier**

Le trésorier tient les comptes de l'association. Il rend compte à l'AGO annuelle de la gestion financière de l'association. Il peut avoir l'appui d'un comptable si cela est jugé nécessaire.

#### **Article 16 : Assemblées générales**

##### **Article 16-1 : Dispositions communes à toutes les assemblées de l'association**

Les assemblées peuvent être ordinaires ou extraordinaires, elles se réunissent sur convocation du président. Elles peuvent se réunir sur la demande écrite par lettre avec accusé de réception d'au moins un quart des membres de l'association. Dans ce cas le Président doit convoquer l'AG dans les trente jours suivant la demande écrite. L'ordre du jour est fixé par le CA et doit figurer sur la convocation.

Seuls les membres à jour de leur cotisation ont le droit de vote. Le vote par procuration est autorisé dans la limite de deux pouvoirs par membre présent. Il est établi une feuille d'émargement signée par chaque membre présent ou représenté. Chaque collègue participe au vote selon les mêmes modalités.

Seules sont valables les résolutions prises par l'AG sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Les délibérations font l'objet d'un procès-verbal signé par le président et le secrétaire.

##### **Article 16-2 : Assemblée générale ordinaire**

L'AGO est convoquée au moins une fois par an et chaque fois que nécessaire dans les conditions prévues à l'article 16-1.

L'AGO est compétente pour :



- Approuver le rapport moral ;
- Approuver le rapport financier et le cas échéant le rapport du commissaire aux compte ; - Adopter l'affectation des résultats ;
- Approuver le budget de l'exercice suivant ;
- Fixer le montant de la cotisation ;
- Procéder au renouvellement du conseil d'administration selon les dispositions de l'article 9 ;
- Désigner le commissaire aux comptes ;
- Délibérer sur toutes les questions à l'ordre du jour.

Les décisions de l'AGO sont adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés. Les votes ont lieu à main levée sauf si le tiers des membres présents exige que le scrutin soit tenu à bulletin secret. Le vote pour les membres du CA conformément à l'article 9 est réalisé à bulletin secret.

Les décisions des AG s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

### **Article 16-3 : Assemblée générale extraordinaire**

L'AGE est exclusivement compétente pour :

- Modifications des statuts de l'association ;
- Se prononcer sur la fusion de l'association avec toute autre association ;
- Se prononcer sur la dissolution, la liquidation et la dévolution des biens conformément aux règles énoncées au titre 5 des présents statuts ;
- Les modalités de convocation sont celles prévues à l'article 16-1 des présents statuts.

Pour délibérer valablement, l'AGE doit réunir à minima la moitié plus un de ses membres présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle AGE est convoquée à quinze jours au moins d'intervalle. Elle peut siéger quel que soit le nombre de présents. Les votes ont lieu à main levée sauf si un tiers des présents exige le scrutin soit réalisé à bulletin secret.

Dans tous les cas les résolutions portant sur la modification des statuts sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés.

## **Titre 4**

### **Ressources de l'Association - Comptabilité**

#### **Article 17 : Ressources de l'association**

Les ressources de l'association se composent :

- Le produit des cotisations de ses membres ;
- Les subventions de l'Etat, de l'Assurance Maladie et tout autre acteur institutionnel ;
- Du mécénat ;
- Des revenus des biens de l'association ;
- Des rétributions perçues pour services rendus dans le cadre de l'objet de la CPTS ;
- Des dons manuels faits à l'association ;



- De toutes autres ressources autorisées par la loi et les règlements en vigueur.

#### **Article 18 : Cotisation**

Le montant de la cotisation annuelle due par les membres est fixé chaque année par l'AGO, en fonction du collège d'appartenance.

#### **Article 19 : Comptabilité**

Il est tenu à jour une comptabilité d'engagement selon le principe « créances acquises et dettes certaines » pour l'enregistrement de toutes les opérations financières.

### **Titre 5**

#### **Dissolution de l'association**

#### **Article 20 : Dissolution et dévolution des biens**

En cas de dissolution volontaire ou statutaire dans le cadre des dispositions prévues à l'article 16-3 des présents statuts ou de dissolution judiciaire, l'AGE désigne un ou plusieurs liquidateurs et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 1 juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

En aucun cas les membres de l'association pourront se voir attribuer une part quelconque de l'actif net de l'association, sauf reprise d'un apport.

### **Titre 6**

#### **Règlement intérieur - Formalités administratives**

#### **Article 21 : Règlement intérieur**

Le conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, établir un règlement intérieur destiné à déterminer en tant que de besoin le détail d'exécution des présents statuts.

Le règlement intérieur est soumis à l'approbation de l'AGO.

#### **Article 22 : Formalités administratives**

Le président est chargé au nom du bureau d'accomplir toutes les formalités de déclaration de publication prévues par la loi du 1 juillet 1901 tant au moment de la création qu'au cours de l'existence ultérieure de l'association.

Le président s'engage à faire connaître dans les trois mois à la Préfecture tous les changements survenus dans l'administration et à présenter les registres et pièces de comptabilité sur réquisition du Préfet.



## **Titre 7**

### **Libéralités**

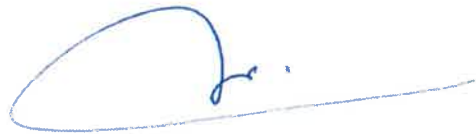
#### **Article 23 : Libéralités**

Le rapport et les comptes annuels sont adressés chaque année au Préfet du département. L'association s'engage à présenter ses registres et pièces de comptabilité sur toute réquisition des autorités administratives en ce qui concerne l'emploi des libéralités qu'elle serait autorisée à recevoir, à laisser visiter ses établissements par les représentants compétents de ces autorités et à leur rendre compte du fonctionnement desdits établissements.


---

Fait à Scorbé-Clairvaux, le 18 septembre 2019.

Le président M Josselin KAMGA

A blue ink signature of M Josselin KAMGA, consisting of a large, stylized initial 'J' followed by a horizontal line.

Le secrétaire M Xavier LEMERCIER

A blue ink signature of M Xavier LEMERCIER, featuring a large, stylized initial 'X' followed by a horizontal line.